

**Avenant du 27 septembre 2022**

relatif à la modification de la convention collective  
(articles II.2 et l'article 8 des statuts du fonds commun d'aide au paritarisme)

NOR : ASET2251392M

IDCC : 1285

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SYNDEAC ;**

**SNSP ;**

**SMA ;**

**PROFEDIM ;**

**Forces musicales ;**

**FSICPA ;**

**FNAR,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SNAPAC CFTD ;**

**SFA CGT ;**

**SNAM CGT ;**

**SYNPTAC CGT ;**

**FNSAC CGT ;**

**F3C CFTD ;**

**SUD culture solidaires,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Il est convenu entre les parties signataires de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles d'apporter par le présent avenant les modifications suivantes à la convention collective des entreprises artistiques et culturelles (IDCC 1285).

## **Article 1<sup>er</sup> | Objet**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article II.2.1 et l'article 8 des statuts du fonds commun d'aide au paritarisme (FCAP) visé par l'article II.2.2 de la convention collective.

## **Article 2 | Champ d'application**

Le champ d'application du présent avenant est celui de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles du 1<sup>er</sup> janvier 1984, étendue le 4 janvier 1994 (*JORF* 26 janvier 1994), et de ses avenants en vigueur.

## **Article 3 | Modification de l'article II.2.1**

Le présent avenant modifie l'article II.2.1 de la convention collective, en supprimant la phrase suivante :

« La collecte des fonds perçus ne peut se faire que par un organisme paritaire. »

## **Article 4 | Modification de l'article II.2.2**

Le présent avenant modifie l'article II.2.2 portant sur les statuts du fonds commun d'aide au paritarisme en remplaçant le paragraphe suivant :

### **« Article 8**

La collecte des cotisations auprès des entreprises pourra être confiée par le comité de gestion à un organisme paritaire disposant d'un service spécialisé dans la collecte des cotisations sociales. »

Par :

### **« Article 8**

Le conseil de gestion du FCAP est habilité à désigner le ou les organismes collecteurs des fonds par une décision majoritaire au sein de chaque collège de ses membres. »

## **Article 5 | Durée de l'accord**

Le présent avenant de révision est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 6 | Dénonciation de l'accord**

Le présent avenant pourra être dénoncé à tout moment par l'une des parties signataires sous réserve du respect d'un préavis de 4 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à l'ensemble des autres signataires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les parties se réuniront pendant le délai de préavis pour échanger sur les possibilités de négocier un nouvel avenant.

## **Article 7 | Stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés**

En application des articles L. 2232-10-1 et L. 2261-23-1 du code du travail, eu égard à la configuration des entreprises de la branche des entreprises artistiques et culturelles qui sont dans leur grande majorité des TPE, aucune stipulation spécifique n'est prévue pour les entreprises ayant un effectif inférieur à 50 salariés.

## **Article 8 | Entrée en vigueur, dépôt et demande d'extension de l'accord**

Conformément aux dispositions légales, le présent avenant sera notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère

chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il est également convenu que les signataires demandent l'extension du présent avenant, conformément à l'article L. 2261-24 du code du travail.

Le présent avenant entre en vigueur dans un délai de quinze jours à compter de la date de sa notification aux parties signataires.

*Fait à Paris, le 27 septembre 2022.*

(Suivent les signatures.)